



Présidence
Direction générale
des services

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITE**

SEANCE DU 10 JUIN 2022

Le 10 juin 2022 à 10h, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M^{me} Catherine CARBONE, Directrice adjointe de la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES), représentant le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

Collège A

M^{mes} et MM. CASTELNUOVO, MACE-BARBIER, BLANKE, GIMELLO-MESPLOMB

Collège B

M^{mes} et MM. PRISO-ESSAWE, RAULT, LUNARDELLI, DURAND

Collège BIATSS

M^{me} ANDRE

Collège ÉTUDIANT

-

Collège Personnalités Extérieures

M^{me} GAGNIARD (Ville d'Avignon)

REPRÉSENTÉ.E.S

M^{me} et MM. LAURANT (procuration à M. PRISO-ESSAWE), COSTA (procuration à M. DURAND), BERNARD (procuration à M^{me} ANDRE), SANTONI (procuration à M. PRISO-ESSAWE), NABOT (procuration à M. ELLERKAMP)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

M^{mes} et MM. LEFEVRE, WENZEL, GOMES, BERRAG, MANDON, LOPEZ, OUAMOOUNO, LANGARD, BISSIERE, FAURE, CAILLE, GONTARD, REBMEISTER

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, présent

M. BOURDAGEAU, Directeur général des services (DGS), présent

M. GUINTOLI, Agent comptable, présent

M. GUIN, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M. BOUSSAT, Directeur des ressources humaines (DRH), Directeur général adjoint (DGA)

M^{me} DECUYPER, Directrice des affaires générales et de l'aide au pilotage (DAGAP), Adjointe au Directeur général des services

M^{me} DRANSART, Directrice de l'Institut universitaire de technologie (IUT)

M^{me} GALNON, Directrice de la communication

M. LINARES, Vice-président de la Commission de la recherche (VP CR)

M. MARNEFFE, Directeur des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI), Directeur général adjoint (DGA)

M. MARREL, Doyen de l'UFR Droit, économie, gestion (DEG)

M^{me} PORTAL, Chargée d'affaires administratives et institutionnelles

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 10 juin 2022**

1. Evaluation par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES)
 - 1.1 Approbation du rapport d'auto-évaluation de l'établissement 2018/2023
 - 1.2 Approbation de la note d'orientations stratégiques de l'établissement pour le contrat à venir 2024-2028

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 29

Membres présents : 11

Membres suppléés : 5

Membres absents et non suppléés : 13

1. Evaluation par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES)

1.1 Approbation du rapport d'auto-évaluation de l'établissement 2018/2023

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

1.2 Approbation de la note d'orientations stratégiques de l'établissement pour le contrat à venir 2024-2028

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

1. Evaluation par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES)

Dans le cadre de l'évaluation de l'établissement par le HCERES, Avignon Université relève de la vague C. Cette évaluation comporte trois volets : formation, recherche, établissement. Elle se base sur des référentiels produits par le HCERES, décomposés en références et en critères, et porte sur les aspects tant opérationnels que de pilotage.

Le Conseil d'administration (CA) est invité à se prononcer d'une part sur le rapport d'auto-évaluation de l'établissement qui concerne les volets administration, organisation, moyens, pilotage RH, pilotage de la formation et de la recherche d'un point de vue global, et d'autre part sur la note d'orientations stratégiques pour le contrat à venir 2024-2028. Ce deuxième document constitue une note d'intention très générale en vue du prochain contrat qui sera conclu avec l'Etat.

1.1 Approbation du rapport d'auto-évaluation de l'établissement 2018/2023

Le rapport d'auto-évaluation de l'établissement (RAE) a été rédigé de manière très collaborative. L'ensemble des services ont procédé à des remontées auprès de la Direction des affaires générales et de l'aide au pilotage (DAGAP) en charge de la coordination des contributions. Un travail d'harmonisation globale a été réalisé ces dernières semaines.

Ce RAE a été présenté en Comité technique (CT) et en Conseil académique plénier (CAC plénier) les 7 et 9 juin dernier, il a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de ces deux instances.

La parole est donnée aux membres du CA.

Madame Macé-Barbier relève une coquille en page 14 du RAE, chapitre 1, référence 3, critère 8 : il convient de remplacer « *les Ateliers nationaux de l'écriture de spectacle de la Chartreuse* » par « *le Centre national des écritures du spectacle de la Chartreuse* ».

Le Président indique qu'il sera procédé à cette correction.

Prenant la parole, Monsieur Durand note qu'en matière de production scientifique, il est indiqué que le portail HAL est le référentiel unique. Il demande s'il ne serait pas plus opportun de se référer à *Web of Science* de *Clarivate Analytics*, en tous cas sur certains domaines scientifiques. *Web of Science* a l'avantage de mesurer la publication, les papiers qui citent la publication et il est plus aisé pour les utilisateurs de retrouver les informations.

Monsieur Linarès, Vice-président de la Commission de la recherche (VP CR), précise qu'il convient de distinguer ce qui relève d'une part de la mesure bibliométrique et, d'autre part, du référencement technique de la production scientifique de l'établissement. HAL n'est pas en soi un outil de mesure bibliométrique, il est l'outil standard national pour le référencement des publications. Il constitue un « entrepôt » dans lequel toutes les productions de l'établissement doivent être référencées. Il s'agit d'un des grands outils nationaux de science ouverte utilisé par toutes les universités et les organismes de recherche. Par ailleurs, l'outil *Web of Science* proposé par *Clarivate Analytics* est limité à certains champs disciplinaires, il ne pourrait pas couvrir l'ensemble des disciplines scientifiques de l'établissement.

Sur les modalités d'utilisation du portail HAL, la Bibliothèque universitaire a proposé plusieurs sessions de formation. Chaque laboratoire dispose d'un référent communication qui joue un rôle d'interface auprès des chercheurs. Ces actions de formation doivent être renouvelées car l'ensemble des services et des modalités d'utilisation de l'outil HAL restent encore méconnus en interne. HAL propose la saisie automatique des métadonnées lors du dépôt des publications, le référencement des publications dans chacune des collections des tutelles, l'extraction de données et la production de statistiques de manière facilitée.

Le programme IPERU (indicateurs de production des établissements de recherche universitaire) du HCERES est également un outil d'évaluation de la production scientifique de l'établissement. Il propose une approche plus bibliométrique mais ne couvre que très partiellement l'activité scientifique de l'établissement, de surcroît sur des périodes de référence asynchrones avec le contrat d'établissement et les cycles de fonctionnement internes. Les statistiques de co-publications portent sur des périodes de deux ans qui s'arrêtent en 2019, trop tôt par rapport à la période évaluée.

Globalement, l'objectivation de la production scientifique d'un établissement pluridisciplinaire et de son impact est extrêmement compliquée, les pratiques de publication sont très différentes selon les champs disciplinaires, l'*impact factor* varie selon la taille des communautés scientifiques. C'est pourquoi l'établissement a été très prudent sur les conclusions tirées dans le RAE en matière de production scientifique sur la base des données chiffrées.

Le portail HAL constitue un moyen d'observer à granularité fine la production scientifique de l'établissement. Les collègues doivent être sensibilisés à l'importance de recourir à cet outil.

Monsieur Durand note par ailleurs que le RAE mentionne en page 10 (chapitre 1, référence 2, critère 4) les réunions mensuelles d'un Comité de valorisation en charge d'évoquer des stratégies de valorisation, constitué notamment du VP CR, du Vice-président délégué au développement économique et à la valorisation, de la Chargée de mission déléguée au soutien à l'innovation et de la Direction d'appui à la recherche et à l'innovation (DARI). Il demande si des comptes rendus synthétiques de ces réunions peuvent être diffusés aux enseignants-chercheurs qui peuvent pour certains manquer de visibilité sur les choix stratégiques qui sont opérés à ces niveaux de pilotage intermédiaire.

Le VP CR indique avoir récemment demandé à la DARI de présenter un bilan aux directeurs de laboratoires sur les collaborations en cours de développement. Cela permettra aux laboratoires d'avoir une visibilité sur l'actualité des partenariats, les grandes orientations stratégiques étant quant à elles largement diffusées auprès des collègues.

Monsieur Durand demande ensuite des précisions sur le retrait de l'établissement du Campus des métiers et des qualifications « Agriculture, agroalimentaire, alimentation » (CMQ 3A).

Prenant la parole, le Président rappelle l'historique : le CMQ 3A avait vocation à coordonner toutes les opportunités de formation et d'insertion professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, l'agroalimentaire et l'alimentation sur le territoire. Ce projet était porté par Avignon Université, il a été inauguré par le Premier Ministre de l'époque et regroupait 140 formations et 80 partenaires socio-économiques. Le CMQ 3A a rencontré deux difficultés majeures. La première était l'absence de moyens : aucune contribution des partenaires, des tutelles, des cotutelles à l'exception d'une contribution de 38 k€ de la Région PACA. Coordonner un réseau avec des partenaires aussi hétérogènes que des lycées agricoles, des universités, des lycées professionnels et technologiques, des maisons familiales et rurales (MFR), des partenaires privés, nécessite des outils de communication et de promotion (site web, plaquettes...), un support administratif pour l'organisation des réunions, la rédaction des comptes rendus, le suivi des actions. Le VP CFVU et le Vice-président délégué à l'insertion professionnelle ont consacré beaucoup de leur temps à porter ce campus, le Service d'accompagnement à la formation, l'insertion, la réussite et l'entrepreneuriat (SAFIRE) et la Maison de la communication ont également été mobilisés, aux seuls frais de l'établissement. La deuxième difficulté était l'absence d'implication de la branche professionnelle de l'agroalimentaire. Lorsque l'établissement a souhaité répondre à un appel à projets du programme d'investissements d'avenir (PIA) dans la catégorie « Campus d'excellence » pour redynamiser le CMQ 3A, l'université a réussi à fédérer à nouveau tous les partenaires. Le projet nécessitait 50 k€ d'apport en numéraire des entreprises. Tous les partenaires privés ont été mobilisés sans succès. L'établissement a alors décidé de se retirer de la direction opérationnelle du campus.

Si le CMQ 3A était un beau projet, le retrait de l'université ne l'a pas empêchée de poursuivre et consolider ses partenariats : création de formations (diplômes d'université, licences professionnelles, cursus master en ingénierie...), placement des étudiants en stage ou en alternance dans les entreprises du territoire, adhésion à un consortium national avec l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) sur la pré-maturation/maturation autour de sujets connexes Agrosociétés, participation aux appels à manifestation d'intérêt « Besoins alimentaires de demain » et « Compétences et métiers d'avenir » (PIA) portés par le Grand Avignon...

Monsieur Durand évoque enfin la labellisation des enseignements *FlexHybrid*. Il regrette un défaut de concertation des équipes pédagogiques dans la mise en place des enseignements labellisés, cette démarche relevant d'une initiative individuelle des enseignants. Le retour des étudiants est assez mitigé. Si la démarche de labellisation est encouragée par l'établissement, ce défaut de concertation risque de faire émerger des difficultés d'organisation des enseignements dans les filières.

Prenant la parole, Monsieur Priso-Essawe, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA), indique que cela pose la question de l'implication d'une équipe pédagogique à l'égard de l'hybridation. L'engagement dans la labellisation est un engagement individuel, l'équipe pédagogique doit accompagner cette démarche et s'organiser pour une meilleure intégration des nouvelles modalités d'enseignement choisies par l'enseignant. L'engagement dans l'hybridation ne doit pas être conditionné par une autorisation préalable de l'équipe pédagogique faute de quoi cela risque d'alourdir le processus et brider les initiatives des collègues. Il s'agit au contraire de permettre aux initiatives d'éclore et de ne pas freiner les projets d'innovation pédagogique.

Prenant la parole, le Président précise que la pandémie a accéléré le déploiement de la labellisation *FlexHybrid* au sein de l'établissement. Cette généralisation de l'hybridation implique peut-être aujourd'hui d'intégrer une phase de consultation des équipes pédagogiques pour une meilleure intégration de ces enseignements. Une réflexion sera conduite en ce sens.

Prenant la parole, Madame Blanke s'interroge sur le fait que le RAE ne mentionne pas la possibilité de double rattachement des laboratoires aux axes de différenciation, que ce soit dans les schémas d'écosystèmes (en page 5) ou dans le corps du texte. Elle demande à l'équipe de direction quel est son positionnement à cet égard.

Le Président indique que les schémas d'écosystèmes ne sont qu'un outil de communication illustratif, qui n'a pas vocation à entrer dans le détail de l'ensemble des collaborations, que ce soit au niveau des partenaires extérieurs que des interactions internes, ni à traduire précisément la politique de l'établissement.

Sur la question du rattachement des laboratoires, et comme indiqué dans le RAE, l'établissement a toujours soutenu l'investissement et l'excellence, même lorsqu'ils se situent en-dehors des axes. Suite aux discussions qui sont intervenues en CAC plénier du 9 juin, il a été proposé de reformuler la réponse au critère 1 du chapitre 1, référence 7 relative à la politique de promotion interne comme suit :

Formulation initiale : « Cette stratégie volontariste de différenciation est également valorisée par la politique de promotion de l'établissement. Ainsi, sur 50 promotions d'EC depuis 2018, 80 % exercent leurs activités dans le cadre des axes de différenciation. L'établissement est toutefois soucieux de garder un niveau d'engagement élevé de ses EC et de reconnaître l'investissement et l'excellence, même lorsqu'ils se situent en dehors des axes. Aussi, afin de permettre à tous ses EC d'avoir des perspectives de carrière motivantes, le taux de 100 % des promotions au titre du local pour les EC se situant dans les axes n'est pas recherché. Sur 23 promotions au titre du local, 6 l'ont été pour des EC hors axes, soit 25 %, ce qui signifie néanmoins que 75 % des promotions restent faites au sein des axes. Ces promotions viennent récompenser un engagement local particulier, principalement pédagogique ou dans la prise de responsabilités collectives »

Nouvelle formulation : « Cette stratégie volontariste de différenciation va de pair avec une politique de promotion et de valorisation de l'excellence et de l'engagement élevé des personnels. L'établissement est soucieux de garder un niveau d'engagement élevé de ses enseignants et EC et de reconnaître l'investissement et l'excellence, même lorsqu'ils se situent en-dehors des axes de différenciation. 25 % des promotions au titre local l'ont été pour les EC hors axes. Ces promotions viennent récompenser un engagement local particulier, principalement pédagogique ou dans la prise de responsabilités collectives. »

Cette formulation permet de bien dissocier la question des recrutements fléchés vers les axes de différenciation et la politique de promotion interne basée sur la qualité des dossiers et de l'activité menée par les collègues, que ce soit dans ou en-dehors des axes.

Sur le fond, tous les laboratoires de l'établissement ont leur place au sein de l'établissement, tous leurs personnels enseignants-chercheurs contribuent, parfois intensément, parfois plus ponctuellement, à la logique d'axes, sans autre obligation. L'équipe de direction est très ouverte sur ces questions, il ne s'agit pas d'enfermer les personnels et les laboratoires dans des catégories trop strictes.

Le VP CR, faisant référence aux schémas d'écosystèmes intégrés au RAE, confirme qu'il a en effet été fait un choix de simplicité dans les affichages. Il s'agit de schémas de principe qui n'ont pas vocation à être exhaustifs et trop précis afin de ne pas brouiller le message.

Sur le possible rattachement des laboratoires aux deux axes, il propose d'ajouter une phrase dans le RAE qui inscrit cette possibilité. Cette idée est retenue.

Madame Blanke note par ailleurs que le RAE fait mention des taux de réussite en licence au sein de l'établissement. Elle indique qu'il serait peut-être opportun de mettre en exergue les taux de réussite propres à l'Institut universitaire de technologie (IUT) qui sont nettement plus favorables.

Le Président précise en effet que l'IUT est classé 7^{ème} au national en matière de réussite étudiante. Il tient à féliciter Madame Dransart, Directrice de l'IUT, et toutes ses équipes pour l'obtention de ces résultats. Pour ce qui concerne le RAE, le Président rappelle toutefois qu'il ne s'agit pas ici de l'évaluation des formations mais de l'évaluation de la politique d'établissement et ses déclinaisons opérationnelles. Le propos porte sur la dimension d'université de territoire et de proximité qui est malgré tout très présente, notamment en première année de licence.

A l'issue des échanges, le Président tient à saluer le travail accompli par l'ensemble des personnels de l'établissement. A l'exception des taux de réussite étudiante, cette auto-évaluation révèle une situation très positive de l'université sur la totalité des indicateurs nationaux, que ce soit en matière de formation, de recherche et de pilotage.

Le Président soumet le RAE au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.2 Approbation de la note d'orientations stratégiques de l'établissement pour le contrat à venir 2024-2028

La note d'orientations stratégiques traduit la trajectoire que souhaite poursuivre l'établissement pour les cinq années à venir.

Deux nouveautés ont été introduites : la responsabilité sociétale et environnementale (RSE) d'une part, le dialogue science et société d'autre part.

Sur le premier volet, un travail considérable a été effectué en interne sur les cinq dernières années en matière de qualité de vie au travail (QVT), de santé et de sécurité des personnels. L'établissement a reçu les 8 et 9 juin dernier l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) dans le cadre d'une inspection santé et sécurité au travail (SST). Les inspecteurs en charge de cette visite n'ont pas manqué de souligner les progrès significatifs accomplis par l'établissement et sa trajectoire exemplaire en matière de SST depuis l'audit de 2016. Fort de ces réussites, l'établissement a aujourd'hui atteint la maturité pour œuvrer à la globalisation de toutes ces actions : bien-être au travail, QVT, santé et sécurité des personnels, inclusion sous toutes ses formes, lutte contre les discriminations et les violences sous toutes leurs formes... L'objectif est d'en faire un véritable propos d'établissement, un trait différenciant, et de promouvoir cette exemplarité.

Un séminaire interne dédié à la transition écologique est organisé ce lundi 13 juin. Il s'agira d'aborder tous les sujets autour de cette thématique, de la sensibilisation de l'ensemble des étudiants à la transformation de l'université en établissement énergétiquement passif, et d'envisager les axes et formes de développement sur cette thématique.

En matière de dialogue science et société, l'établissement conduit d'ores et déjà de nombreuses actions de vulgarisation scientifique. Il reste encore des questions de fond à approfondir notamment comment toucher des publics plus larges, la nature des messages qui sont diffusés, l'exploration de nouvelles modalités de médiation scientifique et, d'une façon plus générale, l'apport d'un éclairage scientifique sur les grandes questions de société et sur la démarche scientifique.

La note d'orientations stratégiques de l'établissement pour le contrat 2024-2028 a été présentée en CT et en CAC plénier les 7 et 9 juin dernier, elle a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de ces deux instances.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Durand demande si un projet d'enseignement dédié à la transition écologique est à l'étude. Dans l'affirmative, compte tenu de la complexité du sujet, il demande comment le contenu des enseignements sera défini.

Le Président indique qu'il s'agira dans un premier temps d'une sensibilisation de tous les étudiants. La réflexion porte sur une unité d'enseignement d'ouverture (UEO) de 20 heures dispensée à l'ensemble des étudiants entrants.

Cet enseignement n'a pas vocation à s'apparenter à du militantisme. L'objectif est d'enseigner des connaissances scientifiques sur la thématique jusqu'à la traduction opérationnelle en termes de droit, d'usage et de comportement individuel. Il s'agirait de valoriser les compétences avérées en interne pour assurer des enseignements en présentiel, notamment les biologistes, les écologues, les hydrogéologues... Néanmoins, l'établissement ne compte a priori pas assez de diversité dans les profils et les expertises des collègues pour traiter la totalité du sujet. Le Vice-président de la Commission de la formation et de la vie universitaire (VP CFVU) est en lien avec Aix-Marseille Université (AMU) pour étudier la faisabilité de contenus pédagogiques en ligne offerts à tous dans l'académie.

Outre la formation, il s'agit aussi de repenser nos pratiques internes pour transformer l'établissement dans un objectif de sobriété énergétique. L'établissement doit mobiliser toutes les forces en présence de manière structurée, organisée et massive.

Par ailleurs, la création d'une vice-présidence dédiée à la transition écologique entourée d'un groupe d'experts est à l'étude pour la rentrée de septembre 2022.

A l'issue des échanges, le Président soumet la note d'orientations stratégiques au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11h15.

Le Président d'Avignon Université


Philippe ELLERKAMP

PRÉSIDENCE
AVIGNON
UNIVERSITÉ
74 rue
Louis Pasteur
84029 Avignon
cedex 1